

"Le rêve de Speidel" dans L'Humanité (23 mars 1957)

Légende: Le 23 mars 1957, le quotidien communiste français L'Humanité dénonce les dangers inhérents aux futurs traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom) et insiste sur la menace de la renaissance de la puissance industrielle et militaire allemande.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 23.03.1957, n° 3905. Paris: L'Humanité. "Le rêve de Speidel", auteur:Courtade, Pierre , p. 1.

Copyright: (c) L'Humanité

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_reve_de_speidel_dans_l_humanite_23_mars_1957-fr-50c8acc6-6e36-4cf8-8517-fa9b33fb9a48.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Le rêve de Speidel

C'est lundi que doit être signé à Rome le traité instituant le « marché commun européen » ainsi que l'« Euratom ».

Cette signature a été préparée par de longues années de tractations entre les gouvernements des six pays de la « petite Europe ». Ces tractations n'ont nullement atténué les contradictions entre les capitalismes occidentaux. Chacun d'eux se prépare à entrer dans la société anonyme que serait le « marché commun » avec l'intention bien arrêtée de rouler ses rivaux.

Chacun espère en outre que la formule « européenne » lui permettra de mieux brider sa propre classe ouvrière.

C'est dans cet esprit que tel ou tel des capitalismes associés peut consentir certains sacrifices immédiats, absolument comme un patron n'hésite pas à verser de lourdes cotisations à des services de mouchardage ou à la presse du mensonge, même s'il ne doit pas en retirer un « profit » immédiat.

Au surplus, il ne faut pas oublier que nos « européens » sont menés à la baguette par plus fort qu'eux, c'est-à-dire par le capitalisme américain, furieusement partisan de ce « marché commun » et de l'« Euratom », grâce à quoi serait atteint un des objectifs du plan Marshall : la vassalisation complète et durable de l'Europe occidentale.

Il y a plus de dix ans que Wall Street rêve de cette « Europe » qui lui livrerait des nations à l'échine brisée et ouvrirait plus largement encore à l'expansion américaine les territoires de l'Afrique.

Nous ne devons pas sous-estimer les divergences qui continuent à se manifester entre les différentes fractions de la bourgeoisie française et entre les différents pays sur toutes ces questions.

Mais ces divergences, ces contradictions ne doivent pas nous faire perdre de vue les caractéristiques principales des traités de « marché commun » et d'« Euratom ».

Il s'agit avant tout de dispositifs politico-militaires destinés à renflouer l'alliance d'agression antisoviétique et à barrer la route au socialisme dans cette partie de l'Europe que le capitalisme mondial considère — non sans raison — comme une de ses dernières places fortes.

Les dirigeants socialistes français s'efforcent de masquer le caractère réactionnaire des traités de « marché commun » et d'« Euratom » en les présentant comme la réalisation du vieux rêve des « Etats-Unis d'Europe ».

Pour cela, ils font totalement abstraction du fait que nous vivons en régime capitaliste et que nous n'avons pas affaire à de généreux philanthropes mais à ces dures réalités qui s'appellent : Adenauer, la Standard Oil, les magnats de la Ruhr, etc.

Et il est ridicule de prétendre que, par la vertu d'un badigeonnage aux couleurs de l'Europe, les exploitateurs se transformeront en coopérateurs idylliques et bienfaisants.

Au reste, certains socialistes, à leur minute de vérité, ne dissimulent pas le caractère réactionnaire des combinaisons européennes. L'un d'eux, le député socialiste de l'Yonne Jacques Piette, n'allait-il pas jusqu'à déclarer, le 10 février dernier, à Auxerre : « Nous sommes les fourriers commis à la défense d'une civilisation. Si le suicide du parti socialiste devait apporter l'Europe au bénéfice de la France, il faudrait tuer le parti. »

Camarades socialistes, quel peut être cet étrange idéal qui, pour se réaliser, exigerait de vous que vous détruisiez de vos propres mains votre parti ? Peut-il s'agir d'un idéal de justice et de fraternité ? Qu'est-ce donc que cette « civilisation » européenne pour laquelle il vous faudrait renoncer à l'espérance du socialisme

? Pour qui ? Pour quoi ? La réponse à toutes ces questions nous est donnée par l'histoire déjà longue de la croisade anticommuniste.

L'Europe dont on vous propose d'être les fourriers, c'est l'Europe de Speidel, héritière de la sanglante Europe hitlérienne. Cette « civilisation », c'est celle de la guerre à l'Est et de l'hégémonie de l'Allemagne revancharde à l'Ouest.

Une hégémonie que nous aurions nous-mêmes préparée en donnant notamment, par l'« Euratom », à l'Allemagne de Bonn la puissance atomique qui lui manque encore ! ...

Voilà le sens véritable des traités qui seront signés lundi à Rome, et contre lesquels il est nécessaire de rassembler dans l'action toutes les énergies nationales.

Car le combat n'est pas terminé, il commence au contraire. La C.E.D. aussi avait été signée ; elle a été cependant repoussée par le Parlement, parce qu'elle était repoussée par l'opinion publique, par la masse de notre peuple.

Il est possible de mobiliser l'opinion publique contre le « marché commun » et l'« Euratom » avec le même succès que jadis contre la C.E.D.

Il ne faut pas permettre que les « européens », instruits par l'expérience, fassent passer leurs projets à la faveur d'une conspiration du silence ou à la faveur de considérations dont la « technicité » vise surtout à embrouiller une question au fond très simple, et qui mérite la réponse très simple du patriotisme et de l'internationalisme : Non !

Non, nous ne voulons pas que notre pays abdique son indépendance entre les mains d'une société anonyme pour l'exploitation de ses richesses nationales et la surexploitation de ses travailleurs.

Non, nous ne voulons pas réaliser le rêve de Speidel, le rêve de la Grande-Allemagne dans la « petite Europe ».

Pierre COURTADE